

De Gaulle et l'Algérie

Il serait certainement fort outrecuidant de prétendre, dans les limites d'une conférence, cerner un sujet aussi vaste et aussi difficile. D'ailleurs tout n'a-t-il pas été dit sur de Gaulle et l'Algérie ? Cependant, à ma connaissance, il n'existe qu'un livre portant ce titre, celui de Louis Terrenoire, ouvrage excellent et bien informé, encore qu'il se veuille seulement un témoignage pour l'Histoire, mais il se borne aux années 1957 à 1962¹. Sur les quelque 805 livres ou études recensés par le guide de bibliographie de Raymond Krommenacker², je n'ai trouvé en effet aucune étude à prétention scientifique qui se fût appelée *De Gaulle et l'Algérie*. Le mystère gaullien demeurerait-il ?

Bien entendu, toutes les biographies du général, tous les ouvrages d'« Histoire immédiate » ou d'« Histoire secrète » n'ont pas manqué de nous faire connaître les pensées et arrière-pensées, vraies ou supposées, de De Gaulle concernant le problème algérien et l'historien n'a, semble-t-il, que l'embarras du choix. Pourtant il y a tant de mots ou de propos apocryphes prêtés à de Gaulle par ses amis ou par ses adversaires que l'on a la tentation de s'en tenir aux seuls textes écrits et prononcés par lui. Sur la question algérienne, toutefois, compte tenu de la nécessité où s'est trouvé de Gaulle, depuis 1958 surtout, de ne procéder que très prudemment, il paraît indispensable de retenir quelques confidences faites par lui à des intimes pour reconstituer sa démarche intellectuelle et politique, et pour tenter de dissiper quelques méprises.

Et d'abord il me paraît important de ne point commencer cette étude en 1958, car pour qui connaît quelque peu l'histoire de l'Algérie, le destin de ce pays était déjà scellé à cette date. Nul homme politique, fût-il de Gaulle, n'avait à mon sens la possibilité de tarir les sources du nationalisme algérien, ni d'en endiguer les flots toujours montants. S'agissant de De Gaulle, il est tout aussi impossible de ne point rappeler ses attitudes face au problème colonial et à la question algérienne avant 1958. On sait que de Gaulle fut de ces officiers finalement peu nombreux dans l'entre-deux guerres qui n'exercèrent jamais un commandement au Maghreb ou en Afrique. Parce qu'il ne fut pas un officier colonial, de Gaulle ignora ce que j'appellerai

* Article initialement paru dans les *Cahiers de l'Institut d'Histoire de la Presse et de l'opinion*, 1977.

1. Louis Terrenoire, *De Gaulle et l'Algérie*. Témoignage pour l'Histoire, 1964.

2. Raymond Krommenacker, *Le Gaullisme* (Guide bibliographique).

pudivement le réflexe colonial, lequel se nourrit, hélas ! le plus souvent du mépris de l'Indigène. Si de Gaulle dut tout de même servir deux ans au Levant comme chef des 2^e et 3^e bureaux en 1930-1931, les confidences qu'il fit à son ami le colonel Nachin montrent qu'il n'eut pas le sentiment que ce mandat pouvait être utile à la France. «Le Levant, écrivait-il à la fin de juin 1930, est un carrefour où tout passe, religions, armées, empires, marchandises sans que rien ne bouge. Voilà deux ans que nous y sommes. Mon impression est que nous n'y pénétrons guère et que les gens nous sont aussi étrangers (et réciproquement) qu'ils le furent jamais»¹. La France perdait son temps au Levant : elle ne savait pas *par quel bout prendre son mandat* ; d'où «une incertitude chronique» ; finalement elle était acculée à n'avoir le choix qu'entre la politique de force ou l'abandon : «Pour moi, notre destin sera d'en arriver là ou bien de partir d'ici». C'est donc par devoir mais sans grande conviction que, conformément à la doctrine officielle, il incite les gens à se lever d'eux-mêmes. Mais il les exhorta cependant – les Libanais au moins – en termes nobles : «Jeunesse libanaise, c'est une patrie que vous avez à faire. Sur ce sol merveilleux et pétri d'Histoire, appuyés au rempart de vos montagnes, liés par la mer aux activités de l'Occident, aidés par la sagesse de la France, il vous appartient de construire un État»².

Ce bref séjour dans «l'Orient compliqué» mais riche d'élites cultivées dont certaines chrétiennes et pro-françaises lui a, du moins, révélé l'existence d'un nationalisme arabe, la précarité de notre domination au Levant et la nécessité de construire des États arabes «aidés par la sagesse de la France». Découvrant le fardeau de la colonisation, de Gaulle ne s'est donc pas senti, ni voulu un soldat de l'Empire.

Bien sûr, «un homme de (son) âge et de sa formation» ne pouvait pas partager le sentiment de la grandeur impériale : il lui est arrivé de célébrer quelques grands colonisateurs militaires ou civils, mais jamais on ne trouve sous sa plume les clichés habituels sur les droits prétendus des peuples supérieurs, sur la mission dévolue aux peuples impériaux.

Cependant, la guerre devait donner aux territoires de l'Empire en juin 1940 une importance inattendue : c'est donc tout naturellement que de Gaulle pensa y continuer la lutte et qu'il évoqua, dès le 19 juin, les noms de Clauzel, de Bugeaud et de Lyautey. «Dupleix, Montcalm, Bugeaud, le maréchal Lyautey auraient-ils jamais consenti à évacuer sans combattre les points stratégiques de l'Empire?» (2 juillet 1940). Mais il n'hésita pas par dessus la tête des administrateurs apeurés à en appeler *au besoin aux populations elles-mêmes*. Geste qu'il jugeait nullement sacrilège puisque *quoi qu'il arrive la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre*. Et c'est ainsi que le Conseil de défense de l'Empire créé à Brazzaville le 27 octobre 1940 put devenir trois ans plus tard le Comité français de la Libération nationale

1. L. Nachin, *Charles De Gaulle, général de France*, pp. 58-59.

2. Discours prononcé à la distribution des prix de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, en juillet 1930.

siégeant à Alger. De Gaulle allait prendre alors son premier contact direct avec l'Algérie et ses problèmes.

Fin novembre 1943, le député socialiste Pierre Bloch était convoqué par de Gaulle en tant qu'ancien vice-président de la Commission d'enquête de 1937 sur la situation des Indigènes. Dans son livre de souvenirs, *Algérie, terre des occasions perdues*, il ne cache point sa surprise: de Gaulle connaissait tous les textes et tout le contexte du projet Blum-Viollette de décembre 1936 et s'intéressait directement aux réformes à accorder aux Algériens. «Jamais un homme d'État, écrit ce socialiste, ne m'avait parlé du problème algérien et des réformes avec autant de lucidité et de perspectives. J'en ai gardé un souvenir inoubliable». Pour de Gaulle, c'est en 1937 qu'il fallait accorder à l'élite algérienne la citoyenneté qu'elle demandait, mais selon lui «l'instabilité et l'incertitude du régime avaient empêché la politique française de discerner et de vouloir au moment où il l'aurait fallu l'évolution nécessaire».

Était-il temps encore en 1943? De Gaulle annonça le 12 décembre à Constantine que le Comité français de la libération nationale allait accorder la citoyenneté française dans le respect de leur statut personnel à plusieurs dizaines de milliers d'Algériens et prendre une série de mesures susceptibles d'améliorer le sort de l'ensemble des populations. C'était réaliser en pleine guerre ce bond en avant que Blum, Serraut et Daladier n'avaient pas osé imposer en temps de paix. Blum avait envisagé d'accueillir 20 000 citoyens musulmans mais recula devant le tumulte des Européens d'Algérie. De Gaulle, lui, accorda la citoyenneté à 65 000 Musulmans. Et l'ordonnance du 7 mars 1944, «l'acte le plus audacieusement révolutionnaire dans les rapports franco-algériens» selon le Président Pléven, allait plus loin encore. Tous les autres Musulmans dont il était prévu qu'ils deviendraient citoyens quand l'Assemblée nationale de la France libérée l'aurait confirmé, seraient immédiatement électeurs pour désigner les assemblées locales. Le nombre de leurs représentants passerait du tiers aux deux-cinquièmes du total. Toutes les dispositions d'exception applicables aux Français musulmans (cours criminelles spéciales, décret Régnier, Code de l'indigénat, etc.) étaient abolies. Tous les emplois civils et militaires leur devenaient accessibles.

Or, cette ordonnance révolutionnaire n'était déjà plus suffisante pour satisfaire ceux qui, las d'attendre l'égalité promise par la République, avaient basculé dans la mystique nationaliste, tous ceux, et ils étaient nombreux, qui se reconnaissaient dans le *Manifeste du peuple algérien*: «L'heure est passée où un Musulman algérien réclamera autre chose que d'être un Algérien musulman». À André Philip qui lui aurait suggéré à cette date (mars 1944) d'aller plus loin, jusqu'à l'autonomie politique réclamée par Ferhat Abbas, de Gaulle répondit: «L'autonomie Philip? Vous savez bien que tout cela finira par l'indépendance!»

Propos de visionnaire désabusé? Non pas à mon sens. De Gaulle qui a entendu Abbas lui dire de vive-voix son projet de République démocratique

algérienne plus ou moins fédérée à la République française¹, de Gaulle qui est informé de l'embrasement nationaliste de la jeunesse algérienne porte un jugement lucide. L'historien qui relit après lui les rapports effrayés des Administrateurs, qui entend en les lisant s'élever les chants des scouts musulmans, les hymnes patriotiques des écoliers et des étudiants algériens, est tout naturellement conduit à penser que le constat s'imposait. Cette volonté de libération nationale ne pourrait être très longtemps contenue.

De Gaulle entend bien cependant éviter, en 1944, que le Maghreb n'arrache prématurément son indépendance. Avant de quitter l'Algérie, il recommande au général Henry Martin de veiller de près: «Il s'agit, lui dit-il, d'empêcher l'Afrique du Nord de glisser entre nos doigts pendant que nous délivrons la France». Il entend rapporter à la France «son Empire et son épée». C'est pourquoi lors de l'insurrection manquée de mai 1945, il envoie au gouverneur Chataigneau, le 11 mai, le télégramme suivant: «Veuillez affirmer publiquement la volonté de la France victorieuse de ne laisser porter aucune atteinte à la souveraineté française sur l'Algérie, veuillez affirmer que la France garde sa confiance en la masse des Français musulmans d'Algérie»². De Gaulle, dans ses Mémoires de guerre, fera à peine allusion à «ce commencement d'insurrection» et fera silence sur sa répression: n'avait-il pas déjà interdit au général Tubert, maire communiste d'Alger, d'enquêter et d'épiloguer sur ce drame?

Informé comme il l'a été de ce qui s'est réellement passé, comment pourrait-il croire désormais à la volonté des Algériens de devenir des Français, même à part entière? Lyautey ne l'avait-il pas dit et écrit bien avant? «Voyons, dira-t-il à Soustelle le 4 juin 1958, relisez Lyautey. Croyez-vous que les Arabes musulmans veuillent vraiment être Français? Ceux qui le croient sont, dira-t-il plus tard, des fumistes: on ne peut imposer la nationalité française»³. Il rejoint, sur ce point, Napoléon III. Au directeur de l'*Écho d'Oran*, Pierre Laffont, il lit pour le convaincre, le 25 novembre 1960, quelques lignes d'un article paru dans *Le Monde* sur la politique algérienne de Napoléon III: «La France, y disait l'Empereur, qui sympathise avec les idées de neutralité n'a pas le droit de transformer en Français les Indigènes d'Afrique du Nord.»⁴ [Cet article anonyme qui a retenu l'attention de De Gaulle et une étude parue dans *Preuves sur l'Algérie algérienne sous Napoléon III* qui le développait avaient pour auteur C.-R. Ageron].

Donc depuis 1944-1945, de Gaulle savait qu'il était trop tard pour une politique de francisation et d'intégration. Peut-être espérait-il, comme il le dit dans ses *Mémoires d'espoir*, dans l'institution progressive d'une Algérie

1. Ch. de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, p. 126-127. «Avec passion et intelligence, il [Ferhat Abbas] me développait alors pendant la guerre mondiale le projet politique qu'il poursuivait...: instituer, d'accord avec nous, un État algérien démocratique qui serait fédéré avec la France...».

2. *Journal Officiel Alger*, session extraord. de mai 1945, p. 19, col. 2.

3. Discours de Nancy, 30 juin 1961.

4. P. Laffont, *L'Expiation* (p. 174).

fédérée à la France, solution que contenait en germe le *Statut* mort-né de 1947¹? En 1947, toutefois, lorsqu'il lance le Rassemblement du peuple français, il ne parle pas ce langage. Il est vrai qu'une loi hâtive du 5 octobre 1946 prévoyait l'inscription dans le premier collège (450 000 électeurs dont 60 000 Français musulmans) de 140 000 Musulmans supplémentaires. Ce qui risquait de remettre en question tout le système de parité des deux collèges. Dans une déclaration remise à la presse le 18 août 1947 et dans son discours d'Alger du 12 octobre, de Gaulle répète donc avec force: «Nous ne devons laisser mettre en question sous aucune forme, ni au dedans, ni au dehors, que l'Algérie est notre domaine». Mais il se prononce aussi pour *l'association et l'équilibre des deux grandes catégories de la population dans la délibération des affaires proprement algériennes*. Cependant, les Algériens musulmans ont eu l'impression d'une volte-face du général et Ferhat Abbas alla jusqu'à écrire: «Irez-vous, mon général, jusqu'à donner votre appui à ce colonialisme que vous avez naguère formellement condamné?» Il ne s'agit pas de volte-face, mais de Gaulle dans la perspective d'une troisième guerre mondiale souhaite que dure l'Union française. Il déclarera plus tard à André Ulver que s'il était resté aux affaires, il aurait sauvé l'Union française «non pas indéfiniment... mais pour dix ou quinze ans».

Son renouveau de pessimisme vis-à-vis de l'Union française est lié à la détente et à l'échec français en Indochine. À partir de 1953, de Gaulle se prononce pour la fin de la guerre en Indochine et se refuse à condamner les fellaga tunisiens, comme le lui demandait le RPF de Tunisie. Quant à l'Algérie, lorsqu'une nouvelle insurrection est déclenchée en novembre 1954, ses certitudes ou ses pressentiments de 1944 l'assaillent à nouveau. En février 1955, il s'épanche auprès de Michelet: «L'Algérie est perdue. L'Algérie sera indépendante!» et Michelet, désormais éclairé, se fera l'avocat discret de l'inévitable indépendance.

Mais de Gaulle ne peut bien sûr avouer son sentiment intime qu'à quelques rares interlocuteurs. Au poète berbère, Jean Amrouche qui est chrétien et fils de citoyens français mais avant tout fils de l'Algérie, de Gaulle dit en avril 1955: «L'Algérie sera émancipée. Ce sera long. Il y aura de la casse, beaucoup de casse. Vous aurez beaucoup à souffrir. Quant à moi, je ne parlerai que le jour où je serai en situation de faire ce que j'aurai dit»². La dernière carte de la France face à la vague d'émancipation qui emporte tous les peuples, ce pourrait être de créer en Afrique du Nord les conditions d'une nouvelle association: ainsi pense-t-il tout haut devant Louis Terrenoire³ avant de préciser dans une conférence de presse, le 30 juin 1955, qu'il songe à une association de type fédéral «dans une communauté plus large que la France».

1. *Mémoires d'espoir*, p 49. Il y est dit aussi à propos de la politique d'assimilation: «Peut-être aurait-on pu s'y essayer au lendemain de la Première Guerre mondiale, dans l'euphorique fierté de la victoire.»

2. *La Nef* (numéro de janvier-mars 1960).

3. L'entretien est du 18 mai 1955. Cf. L. Terrenoire, *De Gaulle et l'Algérie* (p. 41).

Si de Gaulle s'impose ensuite le silence, il lui arrive pourtant de lâcher sa pensée devant quelques personnalités qu'il faut éclairer. Ainsi, Christian Pineau s'entend-il dire en 1957: «Il n'y a qu'une solution pour l'Algérie: l'indépendance. — Comment! Mais mon général, puisque vous le pensez, il faut le dire en public; ça changerait tout. — Non, Pineau, le moment n'est pas encore venu». Le prince Moulay Hassan, le futur souverain du Maroc, avait reçu le 3 octobre 1956, une confidence plus précise: «L'Algérie sera indépendante qu'on le veuille ou non. Alors le tout c'est le comment. Le fait est inscrit dans l'histoire. Tout dépend du comment», et le général d'évoquer une fédération franco-maghrébine, les trois États du Maghreb se fédérant eux-mêmes et exploitant en commun les richesses sahariennes. Bien d'autres interlocuteurs: Alain Savary, J. Raymond Tournoux, Maurice Clavel, l'inspecteur général François, Maurice Schumann recueillent des propos voisins: «L'Algérie ne forme pas encore un État, explique-t-il à Alain Savary, mais elle constitue une Nation. On ne peut pas tenir une Nation par la force des baïonnettes. Il faut amener l'Algérie à la maturité». Le 8 janvier 1958, il dit à J.-R. Tournoux: «L'Algérie a un destin; elle a une vocation. Si on fait voter les Algériens, ils voteront tous pour l'indépendance. Je ne connais pas un seul Algérien de qualité qui croit que l'avenir de l'Algérie soit la France».

Le 8 février 1958, Maurice Schumann entend un exposé complet, dit-il, du plan d'autodétermination que de Gaulle rendra public en septembre 1959. En mars 1958, il confie à André Philip: «On ne s'en tirera que par l'indépendance de l'Algérie, par étapes, si possible en association avec la France».

Bref lorsque de Gaulle s'expliquera plus tard et dira en 1966: «De tout temps, avant que je revienne au pouvoir, et lorsque j'y suis revenu, après avoir étudié le problème, j'ai toujours su et décidé qu'il faudrait donner à l'Algérie son indépendance»¹, l'historien, après enquête, peut lui en donner acte: telles étaient bien ses intentions.

Mais dans les conditions où il revient au pouvoir, il est exclu que de Gaulle puisse agir à découvert. Comment aller dire sur le Forum en 1958 qu'il fallait que les Algériens puissent disposer d'eux-mêmes? «Immédiatement, il n'y aurait plus eu de Gaulle» expliqua-t-il lui-même. Dès lors, comme il l'écrit: «Sans jamais changer de cap, il me faudrait donc manœuvrer jusqu'au jour où décidément le bon sens aurait percé les brumes. *Larvatus prodeò...*».

De Gaulle va donc devoir louvoyer, mais très vite en refusant d'employer le mot d'*intégration*, en ne cachant pas au directeur de l'*Écho d'Alger*, Alain de Sérigny, son scepticisme devant les manifestations dites de fraternisation², il prend ses distances. Il annonce contre les tenants de l'Afrique française

1. De Gaulle à André Passeron, le 6 mai 1966.

2. Alain de Sérigny, *L'Abandon*, p. 299 (l'entretien est du 24 juin 1958).

que les conditions de l'avenir de l'Algérie, la France veut les fixer avec les Algériens eux-mêmes. Qu'ils fassent entendre leur voix¹. Malgré le collège unique, le référendum et les élections législatives, les Algériens soumis à des pressions contraires se réfugièrent surtout dans l'attentisme ou le conformisme. Mais de Gaulle n'en précisait pas moins: «L'Algérie aura une place de choix dans la communauté»². (*C'est pour l'Algérie que je fais la communauté*, avait-il dit à d'Arboussier à Dakar). *L'avenir de l'Algérie, de toute façon, sera bâti sur une double base: sa personnalité et sa solidarité étroite avec la Métropole*³. Enfin, en proposant à ceux qui se battent la paix des braves, de Gaulle répétait que les solutions futures auront pour base la personnalité courageuse de l'Algérie et son association étroite avec la métropole française.

Quiconque suivait avec attention les propos du Président de la V^e République et leur retentissement savait que l'homme de Brazzaville était devenu pour les peuples d'Outre-Mer l'homme de Tananarive, celui qui venait de dire aux Malgaches en août 1958: «Demain, vous serez un État, de nouveau comme au temps où ce palais était habité». Au début de 1959, l'opinion internationale tout entière savait que «l'intégration, l'Algérie française» étaient pour le général «des slogans et des rodомontades» que la France, qui a renoncé à toute domination coloniale, œuvrait seulement par le plan de Constantine notamment pour façonner la personnalité de l'Algérie, enfin que celle-ci prendrait place dans la Communauté où elle aurait «une place de choix dont il est impossible de préjuger»⁴.

Aux Français d'Algérie, de Gaulle tenta alors de faire comprendre que l'Algérie de papa était morte comme il le déclara à Pierre Laffont, le 29 avril. Donc, devaient cesser «les vaines nostalgies, les vaines amertumes. Prenez l'avenir comme il se présente et prenez-le à bras le corps. Plus que jamais l'Algérie a besoin de vous. Plus que jamais, la France a besoin de vous en Algérie»⁵.

Après la tournée d'inspection militaire de fin août 1959, de Gaulle estima pouvait enfin se prononcer clairement. «La décision est prise, annonce-t-il le 16 septembre, je m'engage à demander, d'une part aux Algériens ce qu'ils veulent être en définitive et d'autre part à tous les Français d'entériner ce que sera ce choix». En proclamant solennellement ce droit à l'autodétermination, de Gaulle espère-t-il encore que les Musulmans choisiront la voie moyenne entre la francisation et la sécession: «le gouvernement des Algériens par les Algériens appuyé sur l'aide de la France». C'est possible, mais ce n'est pas certain, car au général Buis qui lui a conseillé d'aller jusqu'à l'autodétermination en août, il a répondu: «J'irai beaucoup plus loin...». L'autodétermination ne serait donc pour lui qu'une

1. Allocution du 27 juin 1958.

2. Discours du 13 juillet 1958.

3. Discours de Constantine (3 octobre 1958).

4. Janvier 1959, J.-R. Tournoux, *La Tragédie du général* (p. 593).

5. Conférence de presse du 10 novembre 1959.

phase intérimaire, un palier acceptable à la rigueur par l'armée et par le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

Ce dernier, plus méfiant que Messali Hadj qui avait compris, dès l'été 1958, qu'il y avait «dans la pensée du Général de Gaulle des ouvertures susceptibles de permettre la création de l'État algérien», finit après l'échec de la motion algérienne à l'ONU par accepter l'ouverture de négociations d'approche¹. On a dit que la désignation comme plénipotentiaires de cinq ministres algériens prisonniers aurait braqué le général de Gaulle. En fait, celui-ci a fait savoir, par le Président hollandais Van Lanschot, qu'il acceptait le principe d'une entrevue secrète avec les représentants algériens, y compris «M. Ben Bella». L'Algérie pourrait se fédérer à un Maghreb arabe et prendrait place dans la *Communauté*. Or, le GPRA ne répond pas parce qu'il ne veut pas que l'Algérie soit intégrée dans un Commonwealth français et aussi parce que dès cette date (en 1959), la *Communauté* est déjà en train d'éclater.

De leur côté, les militaires et les Européens d'Algérie réagissent à l'annonce de l'autodétermination et du rappel de Massu: c'est la semaine des barricades. De Gaulle l'emporte, mais il a senti la menace et doit s'employer dans une nouvelle tournée des popotes à rassurer les officiers: «Il n'y aura pas de Diên Biên Phu!». Les services psychologiques de l'Armée lui font même dire: «L'indépendance est une plaisanterie... Vous êtes encore pour 100 ans en Algérie», ce qui provoque un sec démenti de l'entourage du général. De Gaulle, lui, lance au poste des Aziz, près de Boghari: «Ce sont les Algériens qui décideront. Je crois qu'ils diront une Algérie algérienne liée à la France». Il ne dit pas la solution la plus française, mais il pense que ce serait exactement la plus française possible, si elle était possible... De Gaulle ne reprendra ce propos qu'en juillet 1960 à Rouen en précisant que toutes les communautés devraient avoir leur place dans cette Algérie algérienne définie comme un État fédéral.

Auparavant, le général a renouvelé son invitation aux chefs de la rébellion pour «trouver une fin honorable aux combats qui se traînent» et préparer la transformation de l'Algérie algérienne en union avec la France et dans la coopération des communautés. Le GPRA se décide enfin mais n'envoie quelques hommes à Melun qu'à titre de sondage; or, de Gaulle entend obtenir que le cessez-le-feu précède les négociations et c'est la rupture.

Pour renouer le fil rompu, tout en faisant redouter au GPRA la constitution d'un État algérien sans son concours, de Gaulle parle le 4 novembre 1960 de cette «République algérienne qui existera un jour», elle pourra être bâtie ou bien avec la France ou bien contre la France, l'autodétermination en décidera librement. Simultanément un référendum était soumis au pays pour légitimer le principe de l'autodétermination et légaliser l'organisation des pouvoirs publics en Algérie en attendant cette autodétermination. De Gaulle se rendit alors pour la dernière fois en Algérie pour convaincre cette fois,

1. Cf. la lettre de Krim au D^r Lamine Debaghine du 10 décembre 1959, citée par Amar Hamdani, *Krim Belkacem* (p. 287).

semble-t-il, les deux communautés de coopérer ensemble. Mais les manifestants européens criaient *Algérie française* et les Musulmans *Algérie FLN* ou *Abbas au pouvoir* ! Et lors du référendum du 8 janvier 1961, l'abstention de la majorité des électeurs musulmans des villes demandée par le GPRA. (89 à 95 % à Alger) frappa de Gaulle plus que les 59 % de votants et les 69 % de *Oui*¹. Comme il le déclara lui-même : «L'association a été implicitement proposée à l'Algérie. Pas un centième des Musulmans d'Alger et d'Oran, pas un cinquantième de ceux de Constantine qui ait trouvé cela intéressant !²». Les Algériens ont donc refusé l'État algérien bâti en association avec la France, comme de Gaulle s'y attendait : «Eh bien, que le diable les emporte !»

Dès lors, de Gaulle se décide à négocier l'indépendance avec le seul GPRA, ce qu'il aurait souhaité ne point faire ; il n'a pas en effet une haute estime pour «cette clique de gens qui sont incapables de se gouverner et se croient capables de gouverner seuls l'Algérie». Mais il lui faut bien prendre acte qu'aucune *troisième force musulmane*, aucun *grand parti du progrès algérien*³ ne se sont révélés en Algérie malgré la mise en place de commissions d'élus et que le MNA de Messali Hadj s'est effondré.

Tandis que des négociations secrètes s'engagent, de Gaulle avertit le peuple de France le 11 avril 1961 : l'Algérie sera un État souverain au dedans et au dehors ; la France décolonise : «C'est son intérêt et par conséquent sa politique. Elle doit maintenant songer à son propre développement.»

C'est cette conférence de presse qui déclencha le *pronunciamiento militaire*. Malgré l'échec rapide du *quarteron d'Alger*, malgré l'arrêt unilatéral des opérations décidé par de Gaulle, le GPRA eut beau jeu dans la première négociation d'Évian à se montrer intransigeant. De Gaulle n'a plus désormais que peu de cartes et doit *jouer au poker à ciel ouvert* (Louis Joxe). Comment convaincre le GPRA de faire quelques concessions ? Peut-il sérieusement lui faire craindre, comme il en brandit la menace, la *partition*, le partage du territoire algérien ? Quelques esprits peu réalistes croient cette solution possible parce qu'elle est satisfaisante pour l'esprit. A. Fabre-Luce multiplie les articles et Alain Peyrefitte écrit tout un livre⁴ pour en convaincre l'opinion. Robert Hersant qui avait proposé cette solution dès 1957 y revient devant les parlementaires radicaux. Giscard d'Estaing la prône au Conseil des ministres. Mais de Gaulle lui répond, avant les émeutes, contre la partition des 5 au 7 juillet : «solution impraticable !»⁵. Enfin et surtout colons et Musulmans savent la chose impossible ; le GPRA ne croit même pas à la

1. Il y eut en Algérie, par rapport aux inscrits, 39 % de oui, 18 % de non, 42 % d'abstentions ; par rapport aux votants, 69 % de oui (1 749 000).

2. Terrenoire, *De Gaulle et l'Algérie* (p. 237). Le propos est du 30 août 1961.

3. Expression employée par de Gaulle le 10 novembre 1959.

4. Peyrefitte (A.), *Faut-il partager l'Algérie ?*, 1961.

5. Le général Challe se prononça lui aussi contre le partage qui serait «l'amorce de la guerre de Cent ans avec un GPRA disposant de la plus grande partie de l'Algérie, mais aussi de la partie la moins développée.»

menace de cet *ultime recours*¹. Et 18% seulement des Français interrogés par sondage trouvent que c'est une bonne solution. La France pourrait aussi refuser le Sahara à l'Algérie, déclarer le Sahara saharien par exemple. De Gaulle, qui ne voulait pas «abandonner le Sahara purement et simplement au FLN», y a pensé. S'il est assuré des ressources pétrolières, pensait alors de Gaulle, il n'aura aucun besoin de l'aide économique et financière de la France. Mais après l'échec de la négociation sur ce point, après Évian I et Lugrin, de Gaulle comprend qu'il lui faut céder aux réalités. «Est-il un seul algérien qui ne pense que le Sahara doive faire partie de l'Algérie? Y aurait-il un seul gouvernement quelle que soit son orientation par rapport à la France qui ne doive revendiquer sans relâche la souveraineté algérienne sur le Sahara?²».

Quant à menacer le GPRA du retrait unilatéral de la France, de la *sécession*, de l'*arrachement* suivi de l'abandon et de l'hostilité, de Gaulle s'y emploie de son mieux. Mais comment convaincre «ceux du FLN» engagés désormais, selon de Gaulle, dans la voie révolutionnaire que ce soit là un mal absolu? Plutôt l'abandon que le néo-colonialisme³! Et comment négocier la participation des Pieds-noirs à l'Algérie algérienne alors que beaucoup basculent dans le camp de l'OAS?

De Gaulle, sceptique sur les chances de la négociation d'une Algérie associant les Européens, fait mettre en chantier en août 1961 le statut du rapatrié et annonce au Conseil des ministres, le 30 août: *Nous voulons nous dégager*. Si le 5 septembre il accepte que le Sahara puisse faire partie de l'Algérie indépendante, c'est qu'il est résolu maintenant au dégagement. «La coopération, nous pouvons y consentir, mais elle ne nous est nullement nécessaire... Nous n'y tenons que dans la mesure où elle comporterait échange et compréhension. Cependant, nous devons essayer de trouver des gens qui prennent conscience de leurs responsabilités algériennes». Se trouvera-t-il des hommes au GPRA que la coopération économique entre la France et l'Algérie intéresse? Son nouveau leader, Ben Khedda, répond positivement. Les pourparlers secrets reprennent. En vain, de Gaulle adjure-t-il les Français d'Algérie d'apporter leur franc concours à l'Algérie naissante de manière à y avoir une digne place. Ceux-ci ne l'entendent plus, uniquement attentifs aux rodomontades de l'OAS et à ses injonctions. La révolte de l'Algérie européenne renforce encore d'une autre manière la position des négociateurs algériens: l'armée française doit se regrouper autour des villes et lutter sur deux fronts.

1. En revanche, Fr. Mitterrand affirme au Sénat, le 5 juillet 1961: «J'observe que le partage est la seule constante de votre politique».

2. Conférence de presse du général De Gaulle (5 septembre 1961).

3. «Il faut les convaincre que s'ils n'acceptent pas nos propositions alors ce sera vraiment la sécession. Nous nous dégagerons du jour au lendemain comme nous l'avons fait, il y a trois ans à peine en Guinée et nous ne ferons plus rien pour eux». R. Buron, *Carnets politiques de la guerre d'Algérie*, p. 165.

Dans ces conditions, le gouvernement français dut renoncer à faire admettre aux Algériens comme il le souhaitait une *coopération organique des communautés*. Les accords d'Évian qui apportaient cependant des garanties sérieuses aux Européens vont se révéler inutiles ; leur exode massif devait les rendre sans objet. Il ne restait plus à de Gaulle, après le référendum du 8 avril 1962 et le vote massif des Français en faveur de l'indépendance, qu'à proposer à l'Algérie devenue indépendante *avec notre accord, et avec notre aide*, une coopération amicale et féconde.

«Le problème algérien, déclarait en 1960 M. Edgar Faure, est insoluble si on l'enferme dans un espace à trois dimensions. Pour en venir à bout, il faut passer dans la quatrième dimension. Je ne connais que de Gaulle qui en soit capable». De fait, de Gaulle s'est révélé le seul capable de faire accepter aux élites françaises l'impensable décolonisation de l'Algérie. Malgré l'armée, malgré l'OAS, malgré les nostalgiques de l'Algérie française, il a réussi parce qu'il se sentait appuyé par la très grande majorité du peuple. Dès juillet 1958, 41 % des Français interrogés par sondage estimaient qu'il faudrait en venir tôt ou tard à l'indépendance (contre 36 % d'un avis opposé). Ils étaient 51 % en février 1959, 64 % en mars 1960, 69 % en mai 1961. Ils seront presque 91 % au référendum du 8 avril 1962.

Si de Gaulle a réussi, c'est aussi parce que «l'idée simple, l'idée conductrice», il l'a eue bien avant son retour aux affaires. Parce qu'il savait depuis 1943, depuis le Manifeste du peuple algérien, que ce peuple accèderait fatalement à l'indépendance qu'il revendiquait au nom du droit à l'autodétermination¹. De Gaulle a choisi l'indépendance de l'Algérie comme étant la solution du moindre mal pour la nation française : «Je choisis l'Algérie algérienne parce que si je choisissais l'Algérie française, cela recommencerait après ma mort». Longtemps, il a voulu croire que cette Algérie libérée par la France resterait attachée à la France, à la fois par la présence des Français d'Algérie et par des liens économiques, financiers et culturels. Cela n'a pas été réalisé, mais la coopération franco-algérienne est demeurée et se poursuit avec ses hauts et ses bas.

Dès avril 1956, un analyste rigoureux, Raymond Aron, écrivait dans la *Tragédie algérienne* : «Les seuls buts de guerre que la France puisse raisonnablement se proposer sont ainsi définis : laisser l'Algérie accéder à l'indépendance sans qu'une politique jugée par les Français eux-mêmes déshonorante leur laisse une insupportable humiliation ; renforcer les chances de ceux qui en Tunisie, au Maroc, en Algérie souhaitent des États islamiques en relation avec l'Occident».

1. «Je ne disconviens pas, déclarait de Gaulle lors de sa conférence de presse du 11 avril 1961, que la rébellion ait confirmé, affermi dans mon esprit ce qui était déjà dans ma pensée bien avant qu'elle ait éclaté. Je ne disconviens pas que les événements qui se sont passés, qui se passent en Algérie m'aient confirmé, dans ce que j'ai pensé et démontré depuis plus de vingt ans, sans aucune joie certes, et on comprend bien pourquoi, mais avec la certitude ainsi de bien servir la France.»

Ces buts de guerre ont été à peu près ceux auxquels s'est attaché le général de Gaulle, ceux auxquels il est parvenu. Libre à beaucoup de commentateurs de juger après coup que «la paix en Algérie a été payée trop cher» (P. Limagne dans *La Croix*). Le peuple français, dans son ensemble, est demeuré reconnaissant à de Gaulle d'avoir su donner au problème algérien et à la guerre d'Algérie une issue jugée honorable, parce que la seule qui fut accordée à son idéal démocratique.